

DIEU DERRIERE L'ETAT ?

ARRIERE-PLAN THEOLOGIQUE ET IMAGINAIRE POLITIQUE

Par Jean Cornil
Présence et Action Culturelles

Nous traversons une époque qui, à en croire certaines analyses, nous a définitivement émancipé des traditions religieuses et de la pesanteur du transcendant. Notre siècle n'est qu'une étape de plus de la longue marche de l'Histoire vers la sécularisation. Séparation du sacré et du profane. Triomphe de la laïcité comme césure entre l'Eglise et l'Etat. « Rendons à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ».

Pourtant, à y regarder de plus près, la relation entre religion et politique, et je n'évoque ici que l'Europe, apparaît beaucoup plus complexe qu'un premier regard ou qu'une analyse superficielle pourrait le laisser penser.

Certes, les querelles du sacré et du profane resurgissent périodiquement dans la sphère politique, à propos de tel ou tel enjeu relatif aux mœurs, l'euthanasie, le mariage entre homosexuels, les cours de philosophie, le port du voile, le menu des cantines scolaires ou les jours fériés. A chacun alors de baliser le débat selon ses convictions quant à l'empiètement spirituel de l'espace public. Les termes de cette opposition inondent les médias et les blogs, de la réaction primaire au point de vue circonstancié.

Ce que je souhaite souligner ici, au delà de ces enjeux d'actualité dont la pertinence est évidente, c'est le lien beaucoup plus profond et invisible socialement qui unit « l'arrière-plan théologique et l'imaginaire politique moderne » selon l'expression de Jean-Marc Ferry et Justine Lacroix.

Trop rarement évoqué, ce lien indique qu'il y a une parenté de signification entre la doctrine chrétienne et les conceptions du politique. Car, à la différence de la hiérarchie aristocratique de la Grèce antique, l'éthique communautaire du christianisme imprègne profondément notre rapport au pouvoir, à la légitimité, à l'autorité, à l'égalité. Toutes nos approches modernes de la démocratie, de l'anarchisme, du libéralisme ou du communisme sont baignées par les valeurs du triptyque républicain, de la paix universelle ou de l'autonomie de la conscience critique, inspirées par la prégnance du message divin, quelles que soient les formes laïcisées par lesquelles elles s'expriment.

Il existe en effet de nombreux liens entre les doctrines politiques et les doctrines religieuses comme l'écrivent Jean-Marc Ferry et Justine Lacroix. Des liens historiques où dès la chute de l'Empire romain d'occident, la chrétienté a imaginé une conception politique propre, inspirée par les règles d'organisation de la vie monacale, et qui se retrouvent dans nos droits constitutionnels modernes. « La concertation pour les grandes décisions », « la convivialité entre les ressortissants d'une même communauté », « la mise en commun des produits du travail », « l'équité dans la répartition des tâches et corvées », « une certaine autonomie de la conscience individuelle », « l'hospitalité à l'égard des demandeurs d'asile »,..., autant de principes, selon Ferry et Lacroix, qui sont à la source de nos droits et libertés modernes.

De nombreux liens conceptuels rattachent aussi doctrine politique et doctrine religieuse. Ainsi le caractère tardif de la séparation de l'Eglise et de l'Etat à l'échelle de l'histoire occidentale, dissociation due aux guerres de religions et aux conceptions du libéralisme philosophique pour les éviter à l'avenir, assure toujours un caractère vivant mais latent entre spirituel et temporel. De même que le rôle de passerelle joué par la philosophie mais surtout celui de l'éthique communautaire. La morale chrétienne traditionnelle, éthique de l'amour, du travail, de la paix, modèle de la famille, obéissance au « père », toujours issue des premières communautés de fidèles, fait de la communauté politique, une continuité avec l'utopie des communautés religieuses. Toutes nos grandes notions modernes, la souveraineté, la représentation, les exigences d'autonomie et d'unité, puisent leurs sources dans la doctrine politique mise en œuvre patiemment par l'Eglise.

Affinons le trait en regard de la crise économique actuelle. S'appuyant sur les thèses restées fameuses de Max Weber à propos de l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Mona Chollet remonte aux sources morales de l'austérité, politique officielle de l'Union Européenne pour tenter « une sortie de crise » Sous le couvert de la rationalité économique, c'est en fait un substrat religieux et culturel qui détermine les choix politiques. La rigueur fleure l'ascèse calviniste et le péché de paresse, tant honni par Martin Luther, innerve nos plans « d'accompagnement » des chômeurs et l'allongement de l'âge de la retraite. Prendre du bon temps, bref profiter de la vie, se reposer ou flâner, devient dans l'optique puritaine, moralement condamnable. Plus question de « souffler un peu » sans mauvaise conscience. « *L'idée de devoir professionnel, écrit Max Weber, erre dans notre vie comme un fantôme des croyances religieuses d'autrefois* ». La Réforme imposa à chaque homme d'être un moine tout au long de sa vie ». Efforts, sacrifices, disciplines, règles strictes et mesures douloureuses, ou les vertus supposées de la mortification comme valeur morale centrale pour structurer la réponse à la crise du capitalisme.

Le philosophe Walter Benjamin écrit que « *le capitalisme est probablement le premier culte qui n'est pas expiatoire mais culpabilisant* ». L'obsession de la rigueur flirte avec la purification par la mortification. Les certitudes éthiques expliquent bien plus les choix posés que l'apparente rationalité économique.

Prenez la dette. Elle aspire tout le débat politique, des tentatives diverses pour la réduire à l'imposition de la règle d'or. Car, explique Alexandre Lacroix, « *la dette est la structure morale et métaphysique première de notre culture* ». Dans le sillage de Nietzsche pour qui la dette a permis à l'homme de quitter le monde animal et rejoindre le temps historique, « *la dette n'est pas seulement ce qui a permis le développement d'une faculté nouvelle chez l'homme – la mémoire - et un premier partage entre le bien et le mal. Elle n'a pas seulement une dimension morale, mais aussi métaphysique. S'endetter n'est possible que si l'on a une vision linéaire du temps. Si l'on pense que l'Histoire est cyclique, qu'elle est marquée par le retour perpétuel des mêmes maux, alors il serait totalement irrationnel de prendre des paris sur l'avenir. Chaque fois que l'on accorde ou que l'on demande une créance, on accomplit un acte de foi. On suppose implicitement que l'écoulement du temps est tendu vers une amélioration. Ainsi la dette n'aurait jamais pu prendre une telle ampleur en Occident sans la vision religieuse du monde caractéristique de notre civilisation (...) La conception judéo-chrétienne du temps est en quelque sorte la condition mentale d'une action économique pariant sur la croissance* ».

Aujourd'hui plus de crucifixion susceptible de racheter les dettes de l'homme envers Dieu lors du péché originel. Mais des Etats qui sauvent avec l'argent public les conduites imprévoyantes. Plus de Bible ou de Providence qui garantissent les promesses célestes mais une Banque centrale qui assurera l'avenir des hommes et des gouvernements pour autant qu'ils expient dans la souffrance et la culpabilité les forces prométhéennes qui les ont conduits à croire qu'ils pouvaient sans cesse se dépasser. Sigmund Freud, dans « *Malaise dans la civilisation* », explique bien que notre surmoi nous ordonne d'honorer nos dettes et

de renoncer aux jouissances immédiates. « Ces analyses convergent donc, écrit Alexandre Lacroix : ce qui a permis la grandeur de notre civilisation, ce qui nous force à travailler, à construire de fabuleux projets d'avenir, à vouloir améliorer notre conditions sans trêve, cette force-là est aussi une hantise, un sorte d'excroissance de l'action qui finit par éteindre tous les élans, tous les désirs, par absorber une énergie si considérable que le ralentissement est inévitable ».

A l'heure où tout semble se polariser sur l'articulation entre les mondes musulmans et les valeurs multiséculaires de notre Occident, nous ferions mieux, dans un premier temps, de prendre conscience des racines religieuses qui inspirent nos actions, mêmes apparemment rationnelles. Si le combat est long pour laïciser les pouvoirs publics, il le sera encore plus pour laïciser nos esprits et en extirper les racines morales et théologiques de notre prétendue rationalité.

Bibliographie

- Jean-Marc Ferry et Justine Lacroix, « La pensée politique contemporaine », Bruylant, Bruxelles, 2000.
- Régis Debray, « Jeunesse du sacré », Gallimard, Paris, 2012.
- Mona Chollet, « Aux sources morales de l'austérité », Le Monde diplomatique, Mars 2012.
- Alexandre Lacroix, « Comment l'Occident a inventé la dette », Philosophie Magazine, Novembre 2011.
- Max Weber, « L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme », Flammarion, Coll. « Champs classiques », Paris, 2000.
- Paul Jorion, « Le capitalisme à l'agonie », Fayard, Paris, 2011.

Analyse 2012-27 / Présence et Action Culturelles